

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

---

**Marché de service d'assurances pour la gestion  
d'activités portuaires**

**Lot n°1**

**Assurance Responsabilités civiles et risques  
annexes**

---

Les dispositions contenues dans ce cahier des charges (CCTP) prévalent sur les conditions générales de l'assureur auxquelles elles sont annexées.

Les conditions générales de l'assureur complètent les dispositions non prévues par le cahier des charges (CCTP)

## SOMMAIRE

1 – Présentation de VNF .....	4
2 - Contexte.....	4
3 – Définitions.....	6
3.1. Atteinte à l'environnement .....	6
3.2. Dommages .....	6
3.3. Échéance principale .....	7
3.4. Frais de dépollution.....	7
3.5. Frais de prévention au titre du préjudice écologique .....	7
3.6. Frais d'urgence.....	7
3.7. Franchise .....	7
3.8. Garantie par année d'assurance .....	7
3.9. Préjudice écologique .....	8
3.10. Préposé.....	8
3.11. Tiers ou autrui .....	8
3.12. Réclamation .....	8
3.13. Sinistre .....	8
4 – Étendue de la garantie .....	8
4.1. Étendue de la garantie au titre de la responsabilité civile .....	9
4.2. Atteinte accidentelle à l'environnement .....	9
4.3. Responsabilité en qualité d'employeur .....	9
4.4. Transfert de responsabilité ou renonciation à recours .....	10
4.5. Garantie « défense-recours » .....	10
4.6. Précisions sur le périmètre des activités de PDL .....	10
5 – Limites d'engagement des montants.....	11
6 – Exclusions.....	11
6.1. Les dommages résultant d'actes de terrorisme ou d'attentats ou de grèves .....	11
6.2. Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive du représentant légal du souscripteur.....	11
6.3. Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère .....	12
6.4. Les dommages causés par :.....	12
6.5. Les conséquences de l'application à l'Assuré des dispositions prévues par les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil, ainsi que des principes qui s'inspirent des mêmes articles lorsque le droit administratif est applicable.....	12
6.6. Les dommages causés par une atteinte accidentelle à l'environnement, si cette atteinte est soit :.....	12
6.7. Les dommages matériels et immatériels (risques locatifs, recours des voisins et des tiers...) résultant d'incendie, d'explosion ou dus à l'action des eaux, lorsqu'ils sont consécutifs à des événements prenant naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire ou occupant.....	12
6.8. Les dommages causés lors de la circulation par les véhicules terrestres à moteur, et remorques de plus de 750 kg de PTAC, dont l'Assuré est civilement responsable.....	12
6.9. Les dommages causés par des bateaux et engins maritimes pouvant embarquer plus de 10 personnes dont l'Assuré ou les personnes dont il est responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage .....	13
6.10. Les dommages causés par le matériel et les installations ferroviaires ainsi que par les engins de remontée mécanique.....	13

6.11. Les dommages résultant de la navigation aérienne et/ou spatiale et de l'exploitation des tours de contrôle d'installations aéroportuaires, et ceux causés par un aéronef ou un engin spatial en vol ou au sol .....	13
6.12. Les frais constitués par le remplacement, la remise en état ou le remboursement ou retrait de produits, matériels et autres prestations de l'Assuré, cause ou origine du dommage.....	13
6.13. Les pertes et dommages, recours de tiers ou dépenses résultant directement de toute arme ou engin chimique, biologique, biochimique ou électromagnétique .....	13
6.14. L'utilisation ou l'exploitation, dans l'intention de nuire, de tout ordinateur ou équipement informatique, programme ou logiciel informatique, virus informatique, programme ou transmission de données, ou tout autre système électronique.....	13
6.15. Les dommages causés directement ou indirectement par l'amiante ou ses dérivés, le plomb et ses dérivés, les moisissures toxiques.....	13
6.16. Les dommages résultant des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles.....	14
6.17. Les dommages causés directement ou indirectement par le formaldéhyde et le méthyltertiobutylether (MTBE) .....	14
6.18. Les dommages causés par les substances per et polyfluoroalkylées (PFAS), perfluorées ou polyfluorées.....	14
6.19. Les dommages causés par les polluants organiques persistants .....	14
6.20. Les dommages immatériels non consécutifs résultant d'un évènement cyber .....	14
6.21. Les dommages immatériels non consécutifs par suite d'une épidémie, d'une pandémie, d'une épizootie.....	14
6.22. Les dommages incombant aux dirigeants sociaux de droit ou de fait, en raison d'actes personnels, commis tant dans l'exercice de leur mandat de gestion qu'en dehors de celui-ci .....	14
7 – Limites d'engagements dans le temps .....	14
8 – Annexes.....	15

## 1 – Présentation de VNF

Voies navigables de France est, depuis la loi n° 2012-24 du 24 janvier 2012 codifiée à l'article L. 4311-1 du code des transports, un Etablissement Public Administratif (EPA) sous la tutelle du Ministère de la transition écologique (MTE). L'établissement est chargé de gérer, exploiter, moderniser et développer le plus grand réseau européen de voies navigables. Il est constitué de 6 700 km de canaux et rivières aménagés, de plus de 4 000 ouvrages d'art et de 40 000 hectares de domaine public fluvial.

Régi par les dispositions du code des transports, VNF a en charge les missions suivantes :

- exploiter, entretenir, maintenir, améliorer, étendre et promouvoir les voies navigables,
- promouvoir et développer le transport fluvial et contribuer au report modal,
- assurer la gestion hydraulique des voies et, à titre accessoire, l'exploitation de l'énergie hydraulique,
- concourir au développement durable et à l'aménagement du territoire,
- préserver la biodiversité et la continuité écologique,
- gérer et exploiter le domaine confié par l'État,
- conserver le patrimoine et valoriser le domaine public fluvial,
- promouvoir le tourisme fluvial et les activités nautiques,
- apporter un appui technique aux autorités de l'État en matière de police de navigation.

En vue d'offrir la meilleure qualité de service aux usagers et de développer des activités autour de la voie d'eau dans le respect de l'environnement et de la ressource en eau, le siège, basé à Béthune (Pas-de-Calais), s'appuie sur 7 directions territoriales et plus de 80 métiers exercés par près de 4 259 agents qui garantissent chaque jour les activités de la voie d'eau. Durant l'année et plus particulièrement en période estivale, les effectifs peuvent augmenter avec l'apport de saisonniers sous statut public pouvant atteindre jusqu'à environ 4 963 agents.

Les sept Directions Territoriales (DT) et leur siège sont :

- DT Nord Pas-de-Calais, dont le siège est situé à LILLE ;
- DT Bassin de la Seine et Loire aval, dont le siège est situé à PARIS ;
- DT Nord-Est, dont le siège est situé à NANCY ;
- DT Strasbourg, dont le siège est situé à STRASBOURG ;
- DT Rhône Saône, dont le siège est situé à LYON ;
- DT Sud-Ouest, dont le siège est situé à TOULOUSE ;
- DT Centre-Bourgogne, dont le siège est situé à DIJON.

La carte, ci-après, présente les périmètres de compétence géographique des différentes directions territoriales. Il vous est possible d'obtenir plus d'informations sur [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr)

## 2 - Contexte

A compter du 1er janvier 2026, l'établissement public Voies navigables de France (VNF) mettra à disposition de la société Ports de Lorraine (PDL) dont elle est actuellement l'unique actionnaire, un domaine industrialo-portuaire (ci-après « les Ports Lorrains »).

PDL aura pour objectif de construire une gestion unifiée des emprises foncières et de mobiliser celles-ci en faveur du développement des transports fluviaux et ferroviaires, de l'implantation d'activités logistiques, industrielles et annexes, créatrices de valeur pour le territoire.

PDL aura la charge de gérer, exploiter, aménager et développer ce domaine qui se compose de 25 sites portuaires représentés sur la carte ci-dessous, qui comprennent notamment une surface de 156,5 ha, un linéaire de quai de 10 km et un linéaire de voies ferrées de 24 km, et accueillent une cinquantaine d'amodiateurs et un délégataire de service public. En 2024, ces sites ont traité plus de 9 millions de tonnes de marchandises tous modes de transport confondus (fer, fleuve et route).

**L'effectif de la société PDL sera de 4 personnes en 2026 pour une masse salariale (hors charges) estimée à 235 K€.**

**En 2024, le montant du chiffre d'affaires des activités qui seront gérées par PDL s'élevait à hauteur de 3 M€ en 2024.**



L'exploitation des sites s'organisera de la manière suivante :

- Un concessionnaire disposera d'une délégation de service public pour l'exploitation de 5 plateformes logistiques (Toul, Frouard, Metz, Thionville-Illange, Cattenom). L'article relatif aux assurances inséré dans le projet de contrat en cours de négociation figure en annexe du présent CCTP (Annexe 1) ;
- Les autres sites et parcelles en activité sont exploités par des opérateurs économiques dans le cadre d'amodiations (dont les termes sont précisés au moyen de conventions d'occupation du domaine

public). La clause type relative aux assurances insérée dans les conventions d'amodiation figure en annexe du présent CCTP (Annexe 2).

Les activités de PDL seront les suivantes :

- Exploitation du faisceau de triage du Nouveau Port de Metz (1 550 ml) pour gérer la réception des trains incluant notamment l'autorisation d'entrée et sortie des tractionnaires, la manœuvre des aiguillages, la gestion de la concomitance entre les locomotives des occupants et les tractionnaires, la réalisation d'entretien de niveau 1 (en cas d'urgence), au moyen de personnels mis à disposition. Par ailleurs, les conventions d'embranchement passées avec SNCF Réseau pour chaque port embranché (Nouveau Port de Metz, Frouard et Thionville) ont été annexées au présent document (Annexe 3) ;
- Gestion de l'entretien, de la maintenance et de la sécurité des biens figurant sur les parties communes des ports (c'est à dire de toutes les surfaces et infrastructures non amodiées et non déléguées) y compris les réseaux collectifs ;
- Gestion des travaux de rénovation, de renouvellement ou de construction d'infrastructures sur les parties communes des ports, les parcelles non occupées et les parcelles déléguées. A ce titre, un programme de travaux est en cours (Annexe 4) ;
- Gestion des contrats d'occupation (amodiation et délégation) : mise en place des contrats, suivi du respect des obligations des occupants, autorisations de travaux données aux occupants, facturation des redevances et charges, publicité, optimisation du foncier ;
- Gestion des appels d'offres publics relatifs à tous les travaux dont PDL assure la maîtrise d'ouvrage ;
- Promotion des ports et du report modal (participation à des salons, des réunions d'organisation professionnelles liées au report modal ou transport fluvial, etc.) et toutes activités liées.

Le foncier, les biens meubles et immeubles mis à disposition de PDL dont la liste est annexée au présent document (Annexe 5) pour l'exercice de ses missions relèvent ainsi de deux catégories :

- les biens faisant l'objet d'une gestion directe par PDL ;
- les autres biens mis à disposition du concessionnaire et des amodiataires pour leurs propres activités.

Pour chaque port, les surfaces gérées, les mètres linéaires de quai et de voie ferrées exploités entre PDL et les autres occupants, sont présentés en annexe (Annexe 6).

Par ailleurs, un état de sinistralité délivré par l'assureur RC de l'exploitant actuel (Rhenus) figure en annexe et est accompagné d'un courrier de l'exploitant (Annexe 7).

## 3 – Définitions

### 3.1. Atteinte à l'environnement

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

### 3.2. Dommages

Toute atteinte, toute destruction ou tout préjudice, qu'ils soient corporels, matériels ou immatériels.

Domage corporel : toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

Domage matériel : toute atteinte ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à un animal.

Domage immatériel : tout préjudice pécuniaire résultant notamment de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. Ils sont qualifiés :

- de « consécutifs » s'ils sont la conséquence des dommages corporels ou matériels garantis par le présent marché,
- de « autres dommages immatériels » s'ils ne sont consécutifs à aucun dommage matériel ou corporel, ou s'ils sont consécutifs à des dommages matériels ou corporels non garantis, notamment ceux subis par les travaux exécutés ou les biens livrés, qui ne seraient pas couverts par le contrat.

### **3.3. Échéance principale**

Échéance qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

### **3.4. Frais de dépollution**

Frais correspondant :

- aux opérations et mesures visant à neutraliser, isoler, confiner, détruire ou éliminer des substances dangereuses,
- à l'enlèvement, au transport et à la mise en décharge des matières polluées ou contaminées ainsi qu'au traitement éventuel qu'elles doivent subir avant leur mise en décharge ou leur destruction.

### **3.5. Frais de prévention au titre du préjudice écologique**

Frais correspondant :

- aux dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un préjudice écologique, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences,
- aux coûts des mesures raisonnables propres à prévenir ou faire cesser le préjudice écologique que le juge, saisi d'une demande en ce sens par toute personne ayant qualité et intérêt à agir, peut prescrire.

### **3.6. Frais d'urgence**

Frais engagés pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis.

### **3.7. Franchise**

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

### **3.8. Garantie par année d'assurance**

L'engagement maximum de l'assureur pour garantir les sinistres survenus pendant la période :

- comprise entre la date du début de garantie et celle de l'échéance principale,
- de 12 mois comprise entre deux échéances principales,
- comprise entre la date de l'échéance principale et celle de cessation de la garantie.

### **3.9. Préjudice écologique**

Préjudice spécifique affectant un intérêt collectif légitime, distinct du dommage matériel et du préjudice moral ou économique, et résultant d'une atteinte à l'atmosphère, à l'eau, aux sols, aux paysages, aux sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

### **3.10. Préposé**

Toute personne salariée ou non, employée à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, sous-traitant, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la direction et/ou le contrôle de l'Assuré, y compris les médecins et auxiliaires médicaux sauf s'ils exercent dans un cadre libéral.

### **3.11. Tiers ou autrui**

Toute personne, physique ou morale, autre que l'Assuré, sans considération de l'existence ou non d'un lien contractuel avec l'Assuré.

### **3.12. Réclamation**

Toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayant-droits et adressée à l'Assureur ou à l'Assuré.

### **3.13. Sinistre**

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre ou par l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que, sauf exception, l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

## **4 – Étendue de la garantie**

Dans la limite des plafonds qui seront déterminés avec l'Assureur, sont couvertes toutes les conséquences pécuniaires que l'Assuré peut encourir pour les dommages et préjudices de toutes natures causés dans le cadre de ses activités, qu'elles se rattachent – directement ou indirectement - à ses missions statutaires ou à ses obligations contractuelles, au titre de :

- Sa responsabilité civile professionnelle, s'étendant à tout dommage ou préjudice causé à un tiers par l'Assuré comme conséquence d'une défaillance de ce dernier dans la réalisation de ses missions statutaires ou de ses obligations contractuelles ;
- Sa responsabilité civile d'exploitation, s'étendant à tout dommage ou préjudice causé à un tiers par le à l'occasion de la réalisation de ses missions statutaires ou de ses obligations contractuelles ;
- Les responsabilités encourues en qualité d'employeur, s'étendant à tout dommage subi par un préposé de l'Assuré, quel qu'en soit le statut - privé ou public, permanent ou occasionnel - et résultant d'une faute inexcusable de l'employeur au sens de la législation, de la réglementation et la jurisprudence applicables.



Les conséquences pécuniaires mentionnées au premier alinéa s'entendent de tous les dommages, préjudices, pertes, recours de tiers et dépenses induites par la mise en cause de ces responsabilités.

#### **4.1. Étendue de la garantie au titre de la responsabilité civile**

Au titre de la responsabilité civile professionnelle, sont couvertes les conséquences pécuniaires des préjudices et dommages causés aux tiers du fait, notamment,

- Des personnes qui le représentent ou qui sont placées sous son autorité, telles que ses dirigeants, salariés, préposés occasionnels, prestataires, etc. ;
- Des biens immobiliers et mobiliers, ouvrages divers, animaux, dont il a la propriété, l'usage ou la garde à quelque titre que ce soit ou sur lesquels l'Assuré intervient ou est intervenu en tant que maître d'ouvrage ou maître d'œuvre, y compris les locaux occasionnels d'activités, sans considération de ce qu'ils relèvent du domaine public ou privé ;
- De toutes les activités de l'Assuré, de tous ses services et activités annexes de toutes natures (dans leur fonctionnement, non fonctionnement ou fonctionnement mauvais ou tardif), y compris pour des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition.

Sont notamment couvertes les conséquences pécuniaires pour les dommages causés aux tiers et provenant d'une faute professionnelle trouvant son origine dans une erreur, omission, négligence ou inexactitude commise par l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable, de la perte ou la destruction des pièces et documents confiés à l'assuré.

Sont considérées comme activités de l'Assuré, les activités réalisées par l'Assuré, confiées par l'Assuré à un tiers ou les services de l'Assuré gérés par un tiers, pour la part de responsabilité pouvant éventuellement incomber à l'Assuré, notamment en cas de défaillance du tiers.

#### **4.2. Atteinte accidentelle à l'environnement**

La garantie atteinte à l'environnement accidentelle comprend la réparation des dommages causés aux tiers, mais aussi à l'atmosphère, à l'eau, aux sols, aux paysages, aux sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

La garantie s'étend également :

- Aux frais de dépollution des biens (mobiliers ou immobiliers) appartenant au souscripteur ou utilisés par lui ;
- Aux frais de dépollution des sols et eaux résultant d'une atteinte à l'environnement survenant tant dans l'enceinte des sites de l'assuré qu'à l'extérieur de ceux-ci, exposés en l'absence de réclamation de tiers, soit sur injonction des pouvoirs publics, soit en accord avec l'assureur ;
- Aux frais indispensables à la prévention d'un risque imminent de pollution accidentelle.

#### **4.3. Responsabilité en qualité d'employeur**

La garantie s'applique notamment :

- En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un de ses préposés et résultant de la faute inexcusable ou intentionnelle de l'Assuré, d'un autre de ses préposés ou d'une personne qu'il s'est substituée dans ses pouvoirs de direction,
  - au remboursement des cotisations complémentaires prévues au Code de la Sécurité Sociale,
  - au montant de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime ou ses ayants droit peuvent prétendre, en application du Code de la Sécurité Sociale,

- aux sommes supportées par l'Assuré au titre de la réparation de l'ensemble des dommages de même nature, non prévus ou concernés par le Code de la sécurité sociale, subis par la victime ou par tout ayant droit.
- Aux recours qui peuvent être exercés contre l'Assuré par la sécurité sociale ou tout organisme légalement obligatoire en raison des dommages corporels causés aux conjoints, ascendants et descendants de l'Assuré, ainsi qu'aux recours exercés par ses préposés, en raison des dommages qui leur ont été causés en cas de faute intentionnelle d'un autre préposé.
- Au paiement des frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré dans les actions amiables et judiciaires contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle des personnes qu'il s'est substituées dans la direction de l'Assuré. L'Assureur prendra également les frais nécessaires pour assumer la défense de l'Assuré et de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires atteignant un préposé de l'Assuré.

Cette garantie s'applique également aux dommages subis par les employés temporaires, stagiaires, candidats à l'embauche, qu'ils soient rémunérés ou non, qu'ils soient assujettis ou non à la législation sur les accidents du travail, sous réserve de la mise en cause de la responsabilité de l'Assuré.

La garantie est étendue aux cas dans lesquels la responsabilité de l'Assuré lui-même ne serait pas engagée.

Pour cette garantie, il est convenu que chaque réclamation d'un préposé ou d'un représentant légal qui se rattache à un même fait générateur ou à une même cause technique initiale constituera un sinistre distinct. Ainsi, pour un même fait générateur, il y aura autant de sinistres que de réclamations.

Cette garantie prend en compte les recours exercés contre l'Assuré par les organismes sociaux, de prévoyance ou par d'autres Collectivités, ainsi que par ses préposés pour les dommages non pris en compte par la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique.

#### **4.4. Transfert de responsabilité ou renonciation à recours**

La garantie est étendue aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre l'Assuré et tous tiers public ou privé.

L'Assureur renonce au recours qu'il pourrait exercer contre tout administrateur, sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive. Toutefois, si le responsable est assuré, l'Assureur pourra exercer son recours contre son assureur.

#### **4.5. Garantie « défense-recours »**

L'Assureur supporte les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements dans les actions, amiables, contentieuses et/ou arbitrales, engagées à l'encontre de l'Assuré au titre des responsabilités visées ou non au présent article.

L'Assureur supporte ces mêmes frais pour les actions amiables, contentieuses et/ou arbitrales engagées par l'Assuré en lien avec les responsabilités visées au présent article, qu'il s'agisse d'actions préventives ou d'appels en garantie.

#### **4.6. Précisions sur le périmètre des activités de PDL**

Il est rappelé que PDL n'exploitera que les parties de l'embranchement rail du Nouveau Port de Metz, ayant le statut de voies ferrées locales au sens du décret n° 2017-439 du 30 mars 2017, c'est-à-dire les voies ferrées situées en dehors de l'enceinte portuaire clôturée.

En 2024, 92 458 tonnes de marchandises ont été réceptionnées sur ce port et expédiées, pour une fréquence d'un à trois trains par semaine.

L'exploitation des autres infrastructures sera le fait du concessionnaire et des amodiataires, tenus de souscrire à une assurance de responsabilité civile au titre de leurs activités.

PDL assure également la maîtrise d'ouvrage d'un programme de travaux de 10 M€ sur plusieurs parcelles des sites de Frouard, Nouveau Port de Metz et Thionville-Illange (Annexe 4).

Pour le reste, son rôle se limite à gérer l'entretien et la sécurité des biens figurant sur les espaces communs non concédés et non amodiés. Les activités d'entretien et de surveillance de ces biens seront sous-traitées à des prestataires externes.

## 5 – Limites d'engagement des montants

Les montants suivants constituent un plafond minimal pour le montant des garanties exprimé par sinistre et par an, et un plafond maximal pour les franchises.

	Plafonds de garantie par année d'assurance	Franchise par sinistre
Tous dommages confondus - corporels, matériels et immatériels	15 000 000 € pour l'ensemble	
Dont, Faute inexcusable de l'employeur, faute intentionnelle du préposé	3 000 000 €	Aucune franchise
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5 000 000 €	Par sinistre Franchise de 10% des dommages dans la limite d'un maximum de 5 000 € et d'un minimum de 1 500 €
Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 €	
Atteinte à l'environnement	1 500 000 €	Par sinistre Franchise de 10% des dommages dans la limite d'un maximum de 5 000 € et d'un minimum de 1 500 €
Garantie « défense et recours »	100 000 €	Par sinistre Franchise (en recours) de 10% des dommages dans la limite d'un maximum de 5 000 € et d'un minimum de 1 500 €

## 6 – Exclusions

### 6.1. Les dommages résultant d'actes de terrorisme ou d'attentats ou de grèves

Toutefois, la garantie de ces dommages demeure acquise lorsque la responsabilité de l'Assuré est définitivement retenue par une décision de justice.

### 6.2. Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive du représentant légal du souscripteur

### **6.3. Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère**

Toutefois, la garantie de ces dommages demeure acquise lorsque la responsabilité de l'Assuré est définitivement retenue par une décision de justice.

### **6.4. Les dommages causés par :**

- Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome
- Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou tout autre source de rayonnement ionisants si les dommages :
  - Frappent directement une installation nucléaire
  - Ou engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire
  - Ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou services concernant une installation nucléaire
- Toute source de rayonnements ionisants destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles, commerciales, agricoles, scientifiques ou médicales. Cette disposition ne s'applique pas aux dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées en France, hors d'une installation nucléaire à des fins industrielles ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :
  - Met en œuvre des substances radioactives n'entraînant pas un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE)
  - Ne relève pas non plus d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R 1333-23 du code de la santé publique)

### **6.5. Les conséquences de l'application à l'Assuré des dispositions prévues par les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil, ainsi que des principes qui s'inspirent des mêmes articles lorsque le droit administratif est applicable**

### **6.6. Les dommages causés par une atteinte accidentelle à l'environnement, si cette atteinte est soit :**

- Survenant du fait de l'exploitation par l'Assuré d'une ICPE et soumise à autorisation ou enregistrement au titre des articles L 512-1 à L 512-7-7 du code de l'environnement
- Résultant d'une défectuosité des installations de stockage, de confinement, de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants connus du souscripteur au moment du sinistre

### **6.7. Les dommages matériels et immatériels (risques locatifs, recours des voisins et des tiers...) résultant d'incendie, d'explosion ou dus à l'action des eaux, lorsqu'ils sont consécutifs à des événements prenant naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire ou occupant**

Toutefois, la garantie de ces dommages demeure acquise lorsque ces dommages surviennent dans des locaux dont le souscripteur a l'usage ou la jouissance pour une durée n'excédant pas 60 jours consécutifs.

### **6.8. Les dommages causés lors de la circulation par les véhicules terrestres à moteur, et remorques de plus de 750 kg de PTAC, dont l'Assuré est civilement responsable**

Demeurent garantis :

- Ceux causés par un véhicule terrestre à moteur dont l'Assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni détenteur et que ses préposés ou toute personne dont il pourrait être appelé à répondre, utilisent ou déplacent
- Ceux causés par un véhicule terrestre à moteur lorsque l'origine des dommages se trouve dans les équipements liés à la fonction « outil » en complément ou à défaut d'assurances souscrites par ailleurs
- Ceux relevant d'un défaut d'organisation / de fonctionnement de l'Assuré à la suite d'un accident de la circulation, ou lorsqu'il est mis en cause du fait de ses activités de réparation / entretien de ses véhicules

**6.9. Les dommages causés par des bateaux et engins maritimes pouvant embarquer plus de 10 personnes dont l'Assuré ou les personnes dont il est responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage**

**6.10. Les dommages causés par le matériel et les installations ferroviaires ainsi que par les engins de remontée mécanique**

Sont toutefois garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré du fait de l'exploitation d'un embranchement particulier de voies ferrées en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par :

- Le tiers
- SNCF en vertu des stipulations du cahier des charges (cahier des conditions d'établissement) ou des traités particuliers passés avec eux et imputables à l'exploitation d'un embranchement particulier de voies ferrées
- Des portiques, grues, porte-passerelles, déchargeurs et autres engins de levage sur rails

**6.11. Les dommages résultant de la navigation aérienne et/ou spatiale et de l'exploitation des tours de contrôle d'installations aéroportuaires, et ceux causés par un aéronef ou un engin spatial en vol ou au sol**

Cette exclusion ne s'applique pas aux drones.

**6.12. Les frais constitués par le remplacement, la remise en état ou le remboursement ou retrait de produits, matériels et autres prestations de l'Assuré, cause ou origine du dommage**

**6.13. Les pertes et dommages, recours de tiers ou dépenses résultant directement de toute arme ou engin chimique, biologique, biochimique ou électromagnétique**

**6.14. L'utilisation ou l'exploitation, dans l'intention de nuire, de tout ordinateur ou équipement informatique, programme ou logiciel informatique, virus informatique, programme ou transmission de données, ou tout autre système électronique**

**6.15. Les dommages causés directement ou indirectement par l'amiante ou ses dérivés, le plomb et ses dérivés, les moisissures toxiques**

Sauf dans le cadre d'un recours d'un Préposé adressé au souscripteur sur la base de la faute inexcusable ou des jurisprudences administratives s'en inspirant.

**6.16. Les dommages résultant des encéphalopathies spongiformes subaigües transmissibles**

**6.17. Les dommages causés directement ou indirectement par le formaldéhyde et le méthyltertiobutylether (MTBE)**

**6.18. Les dommages causés par les substances per et polyfluoroalkylées (PFAS), perfluorées ou polyfluorées**

**6.19. Les dommages causés par les polluants organiques persistants**

La liste des polluants organiques persistants est la suivante : aldrine, chlordane, DDT, dioxines, dieldrine, endrine, furanes, hexachlorobenzène, mirex, polychlorobiphényles (PCB), toxaphène, chlordécone, hexabromobiphényle, hexachlorocyclohexanes (HCH) y compris le lindane, tetrabromodiphénylether, pentabromodiphénylether, bis(pentabromophényl)ether, (déca-bromodiphénylether, decabde)), SPFO, endosulfan, penchlorobenzène, hexabromocyclododécane, hexachlorobutadiène, pentachlorophénol, alcanes en C10-C13 chloro (PCCC), dicofol.

**6.20. Les dommages immatériels non consécutifs résultant d'un évènement cyber**

**6.21. Les dommages immatériels non consécutifs par suite d'une épidémie, d'une pandémie, d'une épizootie**

**6.22. Les dommages incombant aux dirigeants sociaux de droit ou de fait, en raison d'actes personnels, commis tant dans l'exercice de leur mandat de gestion qu'en dehors de celui-ci**

## **7 – Limites d'engagements dans le temps**

Conformément aux articles L.124-1-1 et L.124-5 du Code des Assurances, les garanties s'appliquent aux sinistres garantis survenant pendant la période de validité du contrat, y compris ceux résultant de faits et événements antérieurs à la prise de garantie.

La garantie « reprise du passé » est acquise sous réserve que ces faits et événements n'étaient pas connus de l'Assuré, lors de la souscription du contrat, comme étant susceptibles de faire jouer la garantie.

La garantie est déclenchée par la réclamation. La réclamation est effective lorsqu'elle est portée à connaissance du service assurance.

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou à son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. Les garanties s'appliquent donc aux dommages survenant après sa résiliation si, à la date de réclamation, aucun assureur ne les couvre.

Garantie subséquente : la garantie est acquise pendant une durée minimale de 5 ans.

## **8 – Annexes**

Annexe 1 : clause sur les assurances du projet de contrat de concession

Annexe 2 : clause type sur les assurances des contrats d'amodiation

Annexe 3 : conventions d'embranchement SNCF Réseau pour les ports de Frouard, Nouveau Port de Metz et Thionville-Illange

Annexe 4 : liste des travaux du programme en cours

Annexe 5 : liste des biens

Annexe 6 : données ports

Annexe 7 : état de sinistralité